



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Former-pour-emanciper>

Former pour émanciper

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 999 à€" mai 2000 -

Date de mise en ligne : lundi 4 mai 2009

Date de parution : mai 2000

Description :

Comment serait une bonne réforme de l'enseignement ?

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Les réformes en chantier, qu'il s'agisse des conditions du travail dans l'entreprise ou bien de l'enseignement, ne sont pas qu'affaires de spécialistes. Parce qu'elles définissent la société elles nous regardent tous. C'est donc en qualité de citoyen qui réfléchit que J-C Pichot s'est posé la question de savoir quel type d'éducation il souhaite pour les générations à venir. Voici ses conclusions :

L'actualité récente nous a submergés de flots, parfois confus et contradictoires, d'informations, d'images, de harangues, de bruits et même de mouvements divers dans les rues : ils avaient leur origine dans l'une de ces convulsions plus ou moins périodiques secouant notre système éducatif public. Tous les acteurs directement impliqués se sont fait entendre, ou tout au moins ont essayé. Mais, cette fois, la dose a été particulièrement forte, et personne n'est sûr d'avoir bien tout compris...

Je dois avouer que j'y ai moi-même perdu une bonne part du peu de latin que le temps n'avait pas encore effacé de ma mémoire [1]. S'agissait-il d'un problème de fond : que faire pour adapter notre système à un monde qui change de plus en plus vite ? D'un problème de forme, dans l'organisation du système éducatif ou dans le cadre de relations devenues très orageuses entre un ministre et ses troupes ? Ou de ... fonds, tout simplement ? Lycéens d'un côté, professeurs de l'autre, y sont allés de leurs couplets et de leurs démonstrations sur la voie publique ; les deux grandes fédérations de parents de l'enseignement public, pas souvent d'accord quand les enseignants sont ou se sentent remis en cause par des décisions gouvernementales, se sont récemment retrouvés des affinités pour adopter une position commune plutôt favorable aux propositions du ministre. On a parlé naturellement une fois de plus de la gestion de la plus grande entreprise du monde (en effectifs) : l'ENF, alias éducation Nationale Française ! Mais on a évité d'échanger à voix haute des noms de mamm... ifères pour se contenter de ceux d'oiseaux, plus classiques : attention aux effets de masse, danger !

Issu de l'école de la République, qui a eu ses décennies de gloire en "instruisant" (son nom a longtemps été "Instruction publique") des jeunes qui se sont ensemble, sous la coupe de zélés et dévoués instituteurs, élevés au statut de citoyens français parlant la même langue dans un pays solidaire, et resté attentif à ce qu'elle a offert trente ans plus tard à mes enfants et à ceux des autres, je ne peux pas me désintéresser de l'avenir de notre système éducatif, ne serait-ce que pour les petits-enfants à venir.

Une première question de base me vient à l'esprit : notre hexagone et notre histoire doivent-ils rester indéfiniment nos références dans un monde dont les frontières anciennes s'estompent de plus en plus pour être peut-être un jour remplacées par de nouvelles que nous n'imaginons pas encore ? Dans le moyen terme, au moins, je pense qu'il est important que soit préservé le fond de notre identité culturelle française, malgré toutes les dérives qu'elle subit ; ou, plutôt, à cause d'elles ! à ce titre, notre système éducatif a une place essentielle dans notre histoire en devenant permanent. Comme nous le rappelions [2], il doit rester une pièce majeure du Service public auquel nous sommes nombreux à rester attachés.

Sans vouloir entrer dans le détail (je n'en ai pas les compétences), il paraît essentiel que soit sauvegardé, et même, dans certaines situations, restauré, un véritable service de préparation à la citoyenneté (apprentissage de la vie en groupe, puis dans la société), incluant au plus tard à l'âge de 10 ans la maîtrise de la langue commune du pays (disparition de l'analphabétisme et de l'illétrisme), ainsi que des éléments suffisants pour appréhender le monde à travers la logique et les représentations, sans oublier la sensibilité à la nature et aux arts ; puis, permettant par la suite d'apprendre à apprendre, et d'acquérir ou développer pour soi-même les outils ouvrant les portes de la vie dite active.

Nous savons que la plupart des enseignants sont imprégnés de tout cela, mais qu'ils sont nombreux à devoir faire face à des difficultés d'origine principalement socio-économique, dont, notamment, les conséquences de l'incapacité et parfois la démission des éducateurs de base que sont les parents et les familles des jeunes. On peut, bien sûr, épiloguer sur l'origine de ces situations ; pour nous, à la GR-ED, il est certain que la fracture dite sociale, qui a une origine le plus souvent économique, y est pour beaucoup. Mais le monde qui "bouge" de plus en plus chez nous et autour de nous, au sens physique (migrations diverses) aussi bien que moral (comportements nouveaux), complique sérieusement les choses, et cette dimension nouvelle doit nous conduire probablement à envisager l'avenir avec une approche différenciée.

La traditionnelle centralisation à la française, qui évolue timidement vers autre chose, voit ses jours comptés. La rigidité naturelle des mentalités et des comportements reste dans tous les domaines un obstacle majeur à certaines adaptations nécessaires ; les intérêts personnels et corporatistes font le reste. Sans vouloir copier les pays voisins (chacun a son histoire), je suis de ceux qui pensent qu'il pourrait être utile d'apprendre à mieux connaître leurs modes de fonctionnement afin d'en tirer des leçons, qu'il s'agisse de l'enseignement ou d'autres domaines. L'évolution vers une décentralisation plus poussée du pays, nous préparant et nous adaptant à l'Europe des Régions en gestation, militerait, à mon sens, pour une nouvelle organisation territoriale du service public de l'éducation des futurs citoyens (je n'ai pas attendu les déclarations "post ministérielles" de Claude Allègre pour le penser...), dont les missions essentielles devraient rester celles résumées plus haut. Au même titre que pour l'enseignement général privé existant aujourd'hui, qui a reçu délégation de service public à travers des contrats avec l'état (les établissements secondaires ont les mêmes obligations que ceux du public, et leurs futurs bacheliers suivent les mêmes programmes) et délivrent des diplômes de même valeur, on pourrait très bien imaginer une organisation contractuelle entre les régions (éventuellement à redéfinir du point de vue géographique) et l'état, laissant à celles-ci une liberté de gestion significative, tout en respectant des équivalences dans les diplômes.

La main invisible ?

De manière sous-jacente, quoique de plus en plus évidente, on voit naturellement pointer le nez de la machine économique (succursale française de la WC, c'est-à-dire la World Company) qui serait bien heureuse de prendre en main, directement ou indirectement, les fabriques d'ouvriers, d'employés ou de techniciens nécessaires et suffisants à ses besoins. Il faut bien reconnaître qu'il n'y a pas de main invisible assurant aujourd'hui l'adéquation parfaite entre l'offre et la demande dans le domaine du travail ; il est connu, par exemple, que, pour cause de sous-évaluation ou même de dévaluation "culturelle" de métiers non "intellectuels", de nombreuses entreprises petites ou moyennes manquent de main-d'oeuvre. Bien sûr, on sort, là, du strict domaine de la formation générale considérée plus haut ; mais il y a un lien entre les deux problèmes. Il serait sans doute utile d'envisager une modulation des cursus des jeunes, qui ne sont pas tous aptes ou disposés à suivre le même rythme que les autres. En outre, il est désormais admis que la vie ne peut se résumer en un découpage simpliste entre une époque d'enseignement primaire (qui est nécessaire), une autre d'enseignement secondaire, puis professionnel, suivie d'une longue tranche de vie consacrée à la vie active : il y aura nécessairement, pour cette dernière période, de loin la plus longue, alternances répétées entre activité et formation, au sens large du terme. L'objectif du secondaire doit rester la culture générale, celle qui permet la communication avec les autres, mais aussi assure la maîtrise des sources d'information utiles à la vie, sans pour autant avoir à accumuler de manière excessive des savoirs qui peuvent s'avérer inutiles ou vite dépassés ; le développement de la responsabilité et du respect des autres ; il doit être l'apprentissage de l'apprentissage pour savoir exploiter ces sources d'informations ; il doit être le développement du sens critique. Il supposera de plus en plus la pratique d'au moins une langue étrangère pour tous. Vaste programme entraînant une remise en cause des organisations, des contenus de programmes et des responsabilités qui suppose de profonds changements en peu de temps dans notre système éducatif.

Qu'en est-il donc de ces manifestations récentes ? Si on n'a pas entendu tout cela au cours des derniers mois, tant de la part du ministre que des partenaires, je pense que l'essentiel y était [\[3\]](#). Mais la machine éducative est lourde à

faire bouger, et le ministre du moment avait de toute évidence pas mal de problèmes pour bien communiquer et dialoguer [4]. Les contenus des enseignements à mettre en oeuvre sont probablement peu différents de ceux qui sont pratiqués, les moyens et les personnels existent : le problème serait-il donc dans le camp des jeunes et de leurs familles ? Y aurait-il des pressions des milieux du business, laissant évoluer le système vers une situation qu'ils se proposeraient de "sauver" à leur manière ? Les rigidités sociales et culturelles du pays sont-elles incontournables au point d'empêcher toute évolution qu'il vaudrait mieux gérer ensemble que subir ? S'agirait-il de luttes d'arrière garde pour prolonger des modes d'enseignement anciens, habitués à se contenter de reproduire les schémas et les contenus antérieurs ?

N'y aurait-il pas une opposition à la mise en oeuvre des principes de base du distributisme que sont la gestion démocratique locale et la distribution à tous des "ressources" exceptionnelles et essentielles pour l'avenir que sont les savoirs et les modes d'adaptation ?

Pour beaucoup, une chose est claire : les informations transmises aux jeunes ne sont pas des marchandises, et les comportements induits, que ce soit par "l'éducation" ou par l'exemple, ne doivent pas être considérés comme de futurs moyens de production pouvant faire l'objet d'évaluation économique. Il est nécessaire que toute solution à venir prenne en compte cet impératif, étant entendu qu'il faut aussi trouver la meilleure adéquation possible entre la formation professionnelle des jeunes et les besoins potentiels d'un système socio-économique, qui, selon nous, doit permettre à chacun, à un moment ou à un autre de sa vie, selon ses aspirations propres, de participer utilement et sans être exploité, à la création des richesses nécessaires et suffisantes à la communauté.

[1] car, appartenant à la génération nourrie par la louve romaine, de la 6ème à la terminale, il m'en était resté encore quelques traces.

[2] nous avons publié en janvier 1999 un numéro spécial à ce sujet. Il est intitulé Mais où va le service public ? GR-ED N°984.

[3] je rappelle que mes propos n'ont pas la prétention d'être ceux d'un expert, loin de là : vous avez le droit et même le devoir de relativiser...

[4] la signature rapide, par son successeur, de l'accord sur le statut des professeurs de l'enseignement professionnel en est une preuve